



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate

Budget du Québec : Des choix inquiétants

Le Chantier de l'économie sociale questionne la logique économique préconisée.

Montréal, le 30 mars 2010 - Un budget qui fait des choix pour l'avenir ? Mais quels choix ! Le choix de sous-financer les entreprises d'économie sociale en aide domestique, de sous-payer leurs 6000 travailleuses et de menacer l'accessibilité des services aux personnes âgées, notamment celles à faible revenus. Le choix de ne pas respecter l'engagement de 15 000 nouvelles places en services de garde.

Une seule bonne nouvelle dans ce budget pour les acteurs d'économie sociale : la reconduction d'AccèsLogis qui permet de poursuivre le développement de logements communautaires, notamment en région et dans le Grand Nord.

D'autres mesures soulèvent des questions pour les acteurs de l'économie sociale. Quel accès auront les entreprises collectives aux fonds d'infrastructure ? Quelle place pour l'innovation sociale dans les fonds prévus pour la recherche et le développement ? Quelle place pour les entreprises d'économie sociale dans le milieu forestier ? Quel sera l'impact des règles régissant le crédit d'impôt s'appliquant au maintien à domicile sur la réalité des OSBL et des coopératives d'habitation pour personnes âgées ?

Cependant, si des choix attendus en faveur des entreprises d'économie sociale sont absents, le budget recèle de nombreux choix : de nouveaux tarifs en santé, des hausses des tarifs d'électricité, des frais de scolarité et de la taxe vente. Voici les faits les plus frappants du budget 2010-2011. Mais au-delà de ces choix, fondamentalement régressifs, dont l'impact réel se fera sentir surtout sur les travailleurs et les travailleuses à faible et moyen revenu, force est de constater que le gouvernement du Québec considère que l'équilibre budgétaire ne peut se réaliser que par des mesures régressives de taxation. Et que la seule remise en question de nos façons de faire passe par la mise en œuvre de ces mesures régressives ?

Et pourtant, en 2010, le véritable défi pour la société québécoise est plutôt de prendre acte des contraintes budgétaires et de tenter d'innover par des solutions qui s'appuient sur les forces de notre société, et notamment notre capacité d'action collective au cœur de l'économie. Face à la crise économique et financière sans précédent que la planète vient de traverser, face aux défis environnementaux colossaux, comment expliquer que nous retournions aux vieilles façons de faire du développement, en maintenant ou en bonifiant des mesures fiscales et subventions aux entreprises à capital action, pour qui le rendement financier aux actionnaires a préséance sur la contribution au développement de nos collectivités locales et nos régions ? Même sur le plan de la fiscalité, le gouvernement du Québec a choisi de faire peser 81% du poids de l'augmentation de ses revenus sur le dos des particuliers, et surtout sur celui de ceux et celles ayant un revenu moyen. À l'inverse, une proportion de moins de 20% de l'effort supplémentaire viendra des entreprises.

Les enjeux de société qui sont ceux du respect de nos écosystèmes, de l'occupation du territoire, de la lutte à la pauvreté, de l'épanouissement de notre culture, de la relève dans la PME, de l'intégration de nouveaux arrivants méritent une réflexion et une attention qui ont peu de place dans cet exercice budgétaire. Tant et aussi longtemps que nous ne remettons pas en question la logique économique sur laquelle s'appuie ce budget, nous continuerons à voir les écarts entre les riches et les pauvres s'accroître, des territoires entiers dévitalisés et les gains enregistrés dans la lutte à la pauvreté annulés par les crises successives du modèle actuel de développement économique.

Le Chantier de l'économie sociale est plus convaincu que jamais que les vrais choix pour l'avenir passent par une autre façon de concevoir, de faire et de mesurer notre développement. Dans son action sur le terrain, dans sa collaboration avec ses partenaires régionaux et sectoriels et au sein du Réseau pour un changement de logique économique (CLÉ), le Chantier continuera à soulever ces questions de fond sur notre modèle de développement social et économique afin de construire une société plus juste et plus solidaire.

L'économie sociale québécoise est composée d'environ 7 000 entreprises, coopératives et OSBL, œuvrant dans 20 secteurs économiques (arts et culture, agroalimentaire, commerce de détail, environnement, immobilier collectif, loisir et tourisme, technologies de l'information et des communications, médias, manufacturier, services aux personnes, etc.). Elle emploie plus de 125 000 personnes et génère un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 8 % du PIB québécois.

-30-

Pour information : Carole Lévesque
(514) 899-9916, poste 238
Responsable des communications
Chantier de l'économie sociale

